

Questions orales

L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Pêches et des Océans): Monsieur le Président, j'inviterais le député à retourner dans sa circonscription et à discuter avec les habitants de Gaultois. . .

M. Simmons: Je l'ai fait il y a deux jours.

M. Valcourt: . . . et à leur demander si c'est ce que nous faisons. Nous avons pris dans la région de l'Atlantique des mesures destinées à venir en aide à ces localités et à leurs habitants. La différence, c'est que notre gouvernement ne leur imposera rien. Nous allons en faire les artisans de leur propre développement en les amenant à y participer. Nous allons tâcher de leur apporter une aide utile, voilà ce que nous allons faire.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Il y a près d'un mois déjà que le ministre a annoncé un programme d'aide pour les agriculteurs de l'Ouest et pour les agriculteurs de tout le pays qui éprouvent de sérieuses difficultés financières. Les agriculteurs de la Saskatchewan risquent de voir leur revenu agricole net chuter de 87 p. 100 cette année. On est à la veille des semailles en maints endroits des Prairies. Pourquoi le gouvernement a-t-il mis au point une formule aussi complexe et cynique d'aide aux agriculteurs? Pourquoi a-t-il établi une formule qui ne prévoit pas l'octroi de subventions aux agriculteurs dès maintenant, alors qu'ils en ont besoin?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, nous sommes naturellement impatients de venir en aide aux agriculteurs, surtout pour les semailles. Le député ferait bien d'encourager ses collègues provinciaux de tout le pays à participer avec le gouvernement fédéral à la mise au point du programme complet que nous souhaitons conformément à notre style de gouvernement.

Comme l'agriculture relève des deux ordres de gouvernement, nous avons collaboré étroitement avec les gouvernements provinciaux afin de réformer toute la politique agricole.

Notre programme quinquennal de 500 millions de dollars est prêt, et nous demandons aux gouvernements provinciaux de nous aider à fournir l'aide provisoire dont

ont maintenant besoin les agriculteurs canadiens pour faire leurs semailles.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, le ministre a sûrement mis l'argent sur la table. Le problème, c'est que bien des provinces ne peuvent égaler la mise. On a désespérément besoin de cet argent, pas en juillet, en septembre ou en novembre mais dès maintenant.

Le ministre est-il disposé à puiser ces fonds à même le Trésor fédéral dès aujourd'hui, parce que les agriculteurs de l'Ouest et d'autres régions du pays en ont besoin pour ensemercer leurs terres, sans attendre que les provinces se conforment à cette formule très compliquée?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je peux assurer au député qu'on fait des progrès. Tout n'est pas perdu comme il le laisse entendre. Des discussions sont en cours avec des hauts fonctionnaires et des ministres.

Il est intéressant de noter que certaines provinces réussissent à équilibrer leur budget. Le député pourrait sans doute se demander si elles ont les moyens de prêter secours aux agriculteurs. Si des provinces comme la Saskatchewan, le Manitoba et l'Alberta considèrent que l'agriculture est importante, elles devraient être en mesure de l'appuyer, comme le gouvernement fédéral qui soutient les agriculteurs durant les bonnes et les mauvaises années, aujourd'hui comme demain.

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. J'ajouterai à ce que mon collègue d'Algoma vient de lui faire observer qu'il s'est empressé de dire aux agriculteurs que le taux d'intérêt exigé par la Société du crédit agricole avait été majoré par trois fois tout dernièrement. On n'a toujours pas dit aux agriculteurs quand ils recevront l'aide fédérale prévue dans le cadre de ce programme d'urgence.

Le ministre pourrait-il nous dire s'il en est arrivé à une entente avec certaines provinces et quand les agriculteurs auront leur chèque?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné plus tôt, des discussions sont en cours, et un certain nombre de provinces se sont dites prêtes à partager les dépenses avec le gouvernement fédéral. Nous leur avons assuré que nous reconnaitrions volontiers aux provinces le mérite d'avoir mis en oeuvre des programmes qui contribue-